

Gazprom annonce cesser d'utiliser un gazoduc clé pour le transit via la Pologne

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 8 heures,

Mis à jour il y a 7 heures

▶ Écouter cet article ⓘ

00:00/02:40 🔊



Gazprom a fait cette annonce en réplique aux sanctions occidentales imposées à la Russie à cause de son offensive en Ukraine. NIKOLAY DOYCHINOV / AFP

L'adoption des contre-sanctions russes «signifie une interdiction d'utiliser un gazoduc appartenant à EuRoPol GAZ pour transporter du gaz russe à travers la Pologne», a expliqué le géant gazier russe.

Le géant gazier russe Gazprom a annoncé jeudi cesser d'utiliser un gazoduc clé pour le transit de gaz vers l'Europe via la Pologne, en réplique aux sanctions occidentales imposées à la Russie à cause de son offensive en Ukraine. L'adoption des contre-sanctions russes «signifie une interdiction d'utiliser un gazoduc appartenant à EuRoPol GAZ (qui exploite la partie polonaise du gazoduc Yamal-Europe, ndlr) pour transporter du gaz russe à travers la Pologne», a indiqué Gazprom dans un communiqué sur Telegram.

Mercredi, la Russie a annoncé des sanctions contre plus de 30 sociétés de l'Union européenne, des États-Unis et de Singapour, en représailles contre les sanctions dont elle est frappée pour son offensive militaire contre l'Ukraine. La liste des sociétés sanctionnées comprend 31 compagnies, dont EuRoPol GAZ S.A., le propriétaire de la partie polonaise du gazoduc Yamal-Europe, axe gazier majeur qui achemine du gaz russe à travers le Bélarus et la Pologne jusqu'en Allemagne.

À VOIR AUSSI - La Pologne est prête «à être complètement coupée du gaz russe», malgré la suspension des livraisons par Gazprom

Gazprom ajoute qu'avant cela «*la partie polonaise a violé à plusieurs reprises les droits de Gazprom en tant qu'actionnaire d'EuRoPol GAZ et, le 26 avril 2022, a inscrit Gazprom sur la liste des sanctions, bloquant la possibilité pour l'entreprise d'exercer des droits sur les actions et autres titres d'EuRoPol GAZ, et recevoir des dividendes*». Une grande partie des autres sociétés sanctionnées appartiennent à Gazprom Germania, la filiale allemande du géant gazier russe, que l'État allemand a placé sous son contrôle en raison de son importance stratégique. Gazprom a de son côté annoncé début avril son «*retrait*» de cette filiale, sans en dire davantage.

Une mesure en réaction à l'embargo européen

Ces sanctions incluent une interdiction de transactions et de l'entrée dans les ports russes de navires liés aux sociétés concernées. Les sanctions occidentales contre la Russie, sans précédent, vont du gel des réserves russes à un embargo sur des produits stratégiques, et des sanctions financières. Gazprom avait déjà annoncé fin avril suspendre toutes ses livraisons de gaz à la Bulgarie et la Pologne, ces deux pays membres de l'Union européenne ayant refusé de régler leurs factures en roubles, une mesure décidée par Vladimir Poutine en réplique aux sanctions européennes.

En réaction, l'UE avait indiqué que ces deux pays sont désormais approvisionnés par leurs voisins de l'Union européenne. Enfin, depuis deux jours le transit gazier vers l'Europe via l'Ukraine est lui aussi affecté par le conflit. Le gazoduc Nord Stream 1 reliant directement la Russie à l'Allemagne n'est lui pas affecté.

À VOIR AUSSI - La Pologne est prête «*à être complètement coupée du gaz russe*», malgré la suspension des livraisons par Gazprom.